

Rapport de base

Appliquer les idées du Juche, la souveraineté et l'indépendance, construire de nouvelles relations internationales dans le monde

Matteo Carbonelli

Directeur général adjoint de l'Institut international des idées du Juche,
Président de la Société européenne pour l'Etude des Idées du Juche



Estimé M. Pak Chol Jun, vice-président de la KASS,

Estimé Dr. Ogami Ken-ichi, Secrétaire général de l'IIJI,

Estimé M. Edmond Jouve, directeur général de l'ESSJI,

Chers adeptes du Juche, camarades et amis,

C'est avec grand plaisir que nous organisons aujourd'hui à Sofia, la capitale de la Bulgarie, ce séminaire européen sur « la souveraineté, l'indépendance et les nouvelles relations internationales ».

Tout d'abord, je félicite tous les participants au séminaire, présents ici ou connectés via Internet, et je vous remercie tous d'être venus de nombreux pays pour contribuer à notre discussion. Je remercie tout particulièrement M. Pak Chol Jun, vice-président de la KASS, et M. Ogami Ken-ichi, secrétaire général de l'IIJ, qui ont rendu cet événement encore plus important. Je tiens à exprimer ma reconnaissance et ma gratitude en particulier à M. Juha Kieksi et à M. Lyudmil Kostadinov, qui ont travaillé pour l'organisation d'abord à Helsinki, où le séminaire a été initialement programmé, puis à Sofia.

La délocalisation même du séminaire, due à l'impossibilité d'obtenir des visas pour certaines délégations, avec les nombreux désagréments qui en ont découlé pour d'autres

participants, dont M. Ogami Ken-ichi et la délégation japonaise, ainsi que d'autres délégations, témoigne de l'opportunité et de l'importance de notre thème, qui est aujourd'hui absolument crucial, probablement comme jamais auparavant dans l'histoire pour le monde entier.

En effet, nous vivons une période d'une extraordinaire acuité, en Europe comme au Moyen-Orient et dans d'autres parties du monde, de la confrontation entre, d'une part, les États qui s'obstinent à poursuivre des politiques d'impérialisme et de néocolonialisme et, d'autre part, les peuples et les États qui luttent pour leur indépendance et leur souveraineté.

Après l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de son contrepoids, l'impérialisme dirigé par les États-Unis, seule superpuissance restante, a tout fait pour imposer sa domination dans le monde entier, en établissant les règles de son « nouvel ordre mondial » unipolaire pour soumettre les autres États dans le cadre de la mondialisation et en déclarant « États voyous » les États insoumis et résistants, tels que la RPDC, Cuba, l'Irak, l'Iran, la Yougoslavie, la Libye, le Venezuela et d'autres encore.

À cette fin, l'impérialisme n'a jamais hésité à recourir à l'ingérence ou à l'intervention, aux sanctions, à la pression ou au chantage de toute nature, non seulement économique ou politique, mais aussi à des mesures militaires par le recours à la force et à l'agression, allant jusqu'aux crimes internationaux les plus graves, afin d'imposer son pouvoir, d'asservir d'autres pays et de soumettre d'autres peuples dans des conditions coloniales ou néocoloniales.

Nous vivons aujourd'hui une période de tournant décisif. La situation internationale actuelle se caractérise par une nouvelle aggravation des conflits entre les peuples qui luttent pour leur indépendance et les puissances impérialistes qui cherchent à maintenir et à étendre leur domination. Les revendications des peuples aspirant à leur indépendance et à leur souveraineté se sont renforcées, mais l'impérialisme déclinant, tel un fauve mortellement blessé, déchaîne ses féroces coups de queue par des agressions qui représentent d'énormes dangers pour l'ensemble de l'humanité.

L'impérialisme n'hésite toujours pas à frapper par tous les moyens toute tentative de contrer sa puissance, et met différentes parties du monde en danger de guerres. Des guerres qui ne sont plus seulement régionales mais qui exposent le monde entier au risque d'une guerre globale avec l'utilisation d'armes beaucoup plus destructrices que celles que l'impérialisme lui-même a déjà utilisées de façon criminelle contre le Japon à la fin de la Seconde Guerre mondiale, provoquant ainsi une probable catastrophe pour l'humanité tout entière.

Avec le plus grand cynisme, qui ne tient pas compte du coût des vies humaines, les

gouvernements des États impérialistes déclenchent de telles guerres en déclarant qu'ils défendent « la démocratie et les valeurs occidentales ». Ils le font en dépit de l'opposition manifeste de la grande majorité de leurs propres peuples, dont les manifestations de protestation sont souvent durement réprimées, et donc en violation de tout principe démocratique, de tout principe de cette démocratie qu'ils disent vouloir défendre par leurs guerres contre des États « antidémocratiques » ; mais de cette manière, ils masquent en fait la défense d'une structure fondée sur la domination, l'exploitation et le profit.

Pour poursuivre leurs méfaits, ils lancent une campagne médiatique tous azimuts, qui interdit toute expression de la société adverse, y compris l'art, la littérature et d'autres manifestations culturelles, et rend pratiquement impossible toute tentative d'examen objectif, et encore moins de dialogue, en essayant de faire taire tous ceux qui ne partagent pas leur vulgate. De plus, après avoir désigné l'ennemi à l'opinion publique, celui-ci est identifié à une personnalité gouvernementale qui est peinte comme l'emblème du mal absolu, à éradiquer, renverser et détruire ; et toutes sortes de violations des droits de l'homme, individuels et sociaux, en particulier la répression de dissidents souvent rémunérés, lui sont attribuées, dessinant les contours d'une société dans les tons les plus sombres.

La qualification du pays ennemi de régime dictatorial et agressif, ainsi que les accusations de violation des droits de l'homme, constituent les moyens les plus récurrents de le dénigrer et de justifier l'agression. Ceci sans tenir compte du fait que de nombreux droits de l'homme dans les pays accusés, et en particulier les droits économiques, sociaux et culturels, tels que le droit aux soins de santé, à l'éducation, au travail, au logement et autres, à côté des droits civils et politiques, reçoivent une application beaucoup plus efficace que dans les pays accusateurs, où l'on fait généralement référence à des « libertés » dont seules certaines catégories de personnes peuvent jouir.

La description des faits est pratiquement inversée, ou le récit commence à partir d'une date choisie, en ignorant tout ce qui s'est passé auparavant, afin de présenter la réaction de la contrepartie à ses comportements agressifs comme l'agression elle-même, justifiant ainsi tout crime et toute violation du droit international comme un acte défensif.

En Europe, la réaction russe à l'expansionnisme de l'OTAN visant à encercler la Russie de bases militaires ennemies, ainsi que la mise en place d'un gouvernement réactionnaire qui a réprimé et bombardé les importantes minorités russes en Ukraine, ont été présentées comme la responsabilité d'une agression. Cela a été fait pour dissimuler en réalité un plan

américain d'hégémonie mondiale par le biais d'une guerre par procuration, à laquelle les gouvernements européens ont participé en sacrifiant les intérêts de leurs propres peuples. Et ce, tout en sachant qu'au lieu de négociations de paix, l'envoi d'armes et de fonds, dans le cadre d'une escalade continue, étape par étape, afin d'habituer l'opinion publique au scénario déjà prévu d'exercices agressifs conjoints, ne fait que causer de nouvelles victimes avec la prolongation de la guerre.

Les mêmes cercles impérialistes, qui protestent bruyamment contre les objectifs civils touchés en Ukraine, font preuve d'un double standard intolérable en détournant le regard et en exprimant même leur soutien au gouvernement israélien alors que, dans toute la bande de Gaza, des massacres et des attaques délibérés contre la population civile ont frappé et rasé des hôpitaux et des écoles avec toutes sortes de comportements horribles qui sont répugnants même pour un minimum de conscience civile. Ces massacres ont causé, directement ou indirectement, la mort de plus de 185 000 civils, soit environ 7,9 % de la population palestinienne, comme l'a déjà noté le 5 juillet dernier la revue scientifique anglaise « Lancet », en l'espace de neuf mois seulement.

C'est-à-dire seulement dans la période qui commence avec ce funeste 7 octobre toujours mentionné, comme si rien d'autre ne s'était passé auparavant dans ces territoires, que de nombreuses résolutions de l'ONU et des arrêts de la Cour internationale de justice déclarent illégalement occupés - mais dans ce cas restant sans effet - et où une tentative de nettoyage ethnique est en cours pour expulser ou anéantir le peuple palestinien d'origine. Une tentative qui rappelle le génocide des Amérindiens aux États-Unis et qui est au moins comparable à un phénomène contemporain de colonialisme féroce.

Tout cela se produit en violation grave des règles les plus élémentaires du droit international et de tout esprit humanitaire minimal, avec la complicité d'autres États impérialistes tels que les États-Unis, qui fournissent armes et soutien et, en déformant les faits, prétendent faire taire toute critique par des accusations spécieuses et trompeuses.

De même, dans d'autres régions du monde, l'impérialisme poursuit ses manœuvres agressives. Rappelons simplement qu'en Asie, l'impérialisme, qui prétend que la sécurité de l'Europe est indissociable de celle de la région Asie-Pacifique, tente de créer un autre bloc de type OTAN et de poursuivre l'intégration militaire entre l'OTAN et les États complices de cette région ; il multiplie également les bases militaires qui encerclent les États souverains indépendants et organise de vastes exercices militaires conjoints contre eux, comme le



« La souveraineté et l'autodétermination dans les nouvelles relations internationales »
conférence sur la pensée juche de Corée (8 septembre 2024, Sofia)

« Freedom Edge » contre la RPDC.

En Amérique latine, que les États-Unis considèrent comme leur cour, les embargos et les sanctions se poursuivent sans relâche depuis plusieurs décennies pour étrangler des États souverains indépendants, comme Cuba ou le Venezuela, et pour renverser leur système socialiste en fomentant des dissidences manipulées et même en menaçant d'intervenir militairement après le résultat fâcheux d'élections démocratiques, dans le but déclaré d'assurer la sécurité des États-Unis. Nul besoin de mots pour rappeler que tant d'États du continent africain sont encore assujettis aux mécanismes du néocolonialisme et de l'impérialisme.

Mais partout aujourd'hui, de plus en plus de peuples du monde sont déterminés à réaliser leur souveraineté avec leur système social et à sauvegarder leur indépendance dans un nouveau type d'ordre international, un nouvel ordre international réel et équitable.

Les idées du Juche offrent un système cohérent de principes pour guider les peuples dans la réalisation de ces objectifs et leur mise en œuvre en RPDC montre comment le peuple coréen a réussi à réaliser son indépendance et sa souveraineté.

L'indépendance et la souveraineté sont en effet les principes clés des idées du Juche, une théorie originale et unique centrée sur l'homme, selon laquelle l'indépendance est l'élément vital non seulement d'un homme mais aussi d'un pays, et la souveraineté n'est assurée que

lorsque les masses populaires sont les maîtres de leur pays.

Le Président Kim Il Sung, élaborant ces principes à travers la lutte du peuple coréen, a précisé que l'indépendance ne peut être obtenue qu'en comptant sur ses propres forces, sans servilité à l'égard des puissances étrangères, et en appliquant une ligne de masse, en maintenant des liens étroits avec le peuple, en écoutant sa voix et en répondant à ses besoins, afin de faire disparaître la domination et le colonialisme et de réaliser la pleine souveraineté.

Développant les idées du Juche, Le Secrétaire général Kim Jong Il souligne l'importance du Songun pour défendre l'indépendance du pays contre les agressions impérialistes ainsi que pour défendre les réalisations du système social contre les ingérences impérialistes, en mettant l'accent sur le travail idéologique.

Malgré les difficultés, Le Secrétaire général Kim Jong Un a résolument défendu l'indépendance et la souveraineté de la RPDC et, en mettant l'accent sur le principe « le peuple d'abord », a obtenu des succès étonnants dans l'édification des réalisations sociales.

Tout en prônant une politique indépendante pour son propre pays, basée sur la situation nationale spécifique, les idées du Juche attirent l'attention sur la nécessité de renforcer la coopération entre tous les pays aspirant à l'indépendance et de lancer une lutte anti-impérialiste commune à l'échelle internationale.

Les idées du Juche, telles qu'elles ont été appliquées par le peuple coréen, ont déjà prouvé leur vitalité et leur capacité à guider la lutte des peuples pour leur indépendance et leur souveraineté. L'expérience du peuple coréen encourage fortement les autres peuples qui avancent sur la voie de l'anti-impérialisme vers une nouvelle société.

En appliquant les principes du Juche, il sera possible non seulement de construire un système dans lequel le peuple est maître de son pays, où il n'existe pas de bases militaires de puissances étrangères et où les décisions ne dépendent pas de gouvernements étrangers, mais aussi de construire un nouveau modèle de relations internationales, basé sur la paix, la multipolarité, l'égalité, la coopération et le profit mutuel.

En explorant ces nouvelles perspectives, je suis sûr que la discussion qui suivra dans les prochains discours approfondira divers aspects intéressants, ce qui fera de ce séminaire européen une occasion importante d'approfondir et de diffuser les idées du Juche et d'encourager les peuples progressistes à réaliser la souveraineté, l'indépendance et de nouvelles relations internationales dans le monde.